

La Lettre du Viêt Tân

Grâce à un réseau de membres actifs au Viêt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques.

Déclaration de création de l'Alliance

des forces populaires luttant pour la Liberté, la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam
ou Alliance Populaire pour la Démocratie au Viêt Nam



Viêt Nam, le 16 octobre 2006

A destination de nos compatriotes de l'intérieur et de l'étranger,

I. La situation réelle du Viêt Nam

Notre patrie bien aimée se trouve dans une situation critique à cause des actions nuisibles perpétrées par un ennemi sournois qui agit de l'intérieur ! La conséquence en est que le Viêt Nam d'aujourd'hui fait partie des pays les plus corrompus, les plus pauvres ... de la planète. Cet ennemi interne, c'est un appareil étatique en panne, à cause d'un régime politique dictatorial, qui a été mis en place et maintenu par le Parti Communiste Vietnamien, au détriment du peuple et de la démocratie. Ce régime politique à parti unique s'est imposé à notre pays depuis plus d'un demi-siècle, après que les objectifs initiaux justes et nobles qui étaient l'indépendance et la démocratie eurent été détournés par le Parti Communiste Vietnamien, pour réaliser leur utopique Idéal socialiste. En réalité, l'utopie socia-

liste a lamentablement échoué dans le monde entier.

Le Nord du Viêt Nam après le 20 juillet 1954, puis tout le pays après le 30 avril 1975, sont devenus esclaves de cet ennemi de l'intérieur, un ennemi pernicieux, difficile à démasquer et pas moins cruel que n'importe quel ennemi extérieur. Un « univers de cruauté » s'est constitué derrière l'appareil du parti, l'administration, la sûreté publique, le front populaire. « Il » s'est développé et il sème la terreur dans notre Peuple à tous les échelons, du niveau national au niveau local, jusqu'au moindre canton, hameau.

II. Le besoin de création d'une Alliance Pour la Démocratie et les Droits de l'Homme

Par conséquent, si l'on veut agir à la source de cet « univers de cruauté », **il faut s'attaquer à la racine du problème. C'est-à-dire s'attaquer au système politique à parti unique et dictatorial** afin de le remplacer par un système politique juste, pluraliste, accordant les mêmes chances à chacun pour offrir sa détermination et ses talents au service de la Nation.

Dans la lignée des réalisations effectuées par d'innombrables enfants de la Patrie dans le passé, le 10 septembre 2006, le Groupe 8406 – c'est-à-dire le rassemblement des vietnamiens

signataires du « Manifeste 2006 pour la Liberté et la Démocratie » du 08.04.2006 – a appelé à la création d'une Al-

L'adhésion de Viêt Tân

Aujourd'hui, 16 octobre 2006, plusieurs militants et organisations militant pour la Démocratie au Viêt Nam se sont regroupés officiellement pour constituer une *Alliance des Forces Populaires luttant pour la Liberté, la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam*, ou plus brièvement *Alliance Populaire pour la Démocratie au Viêt Nam*.

Il s'agit d'un tournant historique dans la lutte pour mettre un terme à la dictature du Parti Communiste Vietnamien et restaurer la démocratie, préalable indispensable au développement pérenne de notre pays.

Le Parti de la Réforme du Viêt Nam (Viêt Tân) approuve totalement l'analyse clairvoyante ainsi que les moyens de lutte préconisés par l'Alliance, déterminés et pacifiques. Cette vision respecte pleinement les traditions et les aspirations actuelles du peuple vietnamien.

Le parti Viêt Tân, avec l'objectif de servir la Patrie avant tout, a l'honneur de s'allier aux autres organisations démocratiques, partis et individus, afin de forger ensemble un meilleur avenir pour notre pays, sous la bannière de l'*Alliance*.

DO Hoang Diem
Président du Viêt Tân

Sommaire

- 1 Constitution de l'ALLIANCE
- 3 Premier syndicat libre au Viêt Nam
- 5 Injustice des expropriations
- 6 Lettre de soutien au groupe 8406
- 9 Rapport de Hands off Cain sur la peine de mort au Viêt Nam
- 10 Trois priorités pour soutenir le mouvement vers la démocratie
- 11 Nouvelles récentes
- 14 Discours du nouveau président du Viêt Tân



liance Pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam. Dans cet appel, il y a le passage suivant : « ... **Afin de créer une puissance globale de l'intérieur comme à l'étranger, nous espérons que tous, individus, organisations et partis politiques, sauront mettre de côté leurs différences, pour parvenir ensemble rapidement à la formation d'une Alliance des Forces Populaires, pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam. Nous avons la conviction que cette Alliance, une fois créée et montée en puissance, parviendra à changer le système politique dictatorial actuel de notre pays, pour un système pluraliste, légitimement élu par le Peuple et pour le Peuple !... »**

C'est une joie de constater que cet appel a trouvé un écho favorable chez les vietnamiens de l'intérieur et de l'étranger, et aussi parmi de nombreux amis internationaux :

- le 20 septembre, le docteur Nguyen Dan Que, président du Mouvement Humaniste, écrivait : « [...] **Nous sommes en accord avec l'idée du Groupe 8406 qui est de se lancer vers une Alliance des Forces Populaires luttant pour la Liberté, la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam [...] nous soutenons cette idée et nous nous efforcerons de contribuer à la création rapide de cette Unité [...] »**.
- le 22 septembre, le vénérable Thich Quang Do, recteur de

l'Institut de Diffusion du Bouddhisme de l'Église Bouddhiste Unifiée du Viêt Nam écrivait dans une lettre : « [...] **Nous espérons que l'ensemble du Peuple Vietnamien réalisera prochainement son aspiration à la Liberté, son souhait de Démocratie et de respect des Droits de l'Homme [...] »**

- le 26 septembre, le vénérable Lê Quang Liem, président de l'Église Bouddhiste Hoa Hao déclarait : « [...] **l'Église Bouddhiste Hoa Hao du Viêt Nam soutient ardemment l'appel du Groupe 8406 à la création d'une Alliance des Forces Populaires luttant pour la Liberté, la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam [...] »**.

III. Déclaration de création de l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme

A partir des raisons invoquées précédemment, et en accord avec les aspirations de la majorité des vietnamiens, aujourd'hui **16 octobre 2006**, nous déclarons solennellement aux vietnamiens de l'intérieur comme de l'étranger : la création de **L'Alliance des Forces Populaires luttant pour la Liberté, la Démocratie, et les Droits de l'Homme au Viêt Nam**
(nom succinct : Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam)

1 L'objectif de l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam **est de lutter pour rassembler la force populaire afin de mettre un terme définitif à la dictature du Parti Communiste Vietnamien et remplacer le système politique monopolistique et arriéré par un système pluraliste et moderne, autrement dit changer un système monopolistique et inéquitable par un système équitable avec une concurrence saine.** Tant qu'un système politique pluraliste ne sera pas établi, les organisations ou bien les individus qui chercheront à s'approprier le pouvoir ne pourront prétendre rejoindre l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam.

2 Les moyens de luttes de l'Alliance sont pacifiques, non violents. Ceux qui désapprouvent ce principe ne peuvent rejoindre l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam.

3 La force de l'Alliance réside dans tout le peuple vietnamien, sans aucune différence de race, religion, parti politique, situation, niveau social ou d'études, qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. N'importe quel vietnamien peut adhérer à l'Alliance à partir du moment qu'il en approuve le but et les méthodes de lutte. En même temps, ils peuvent garder leurs caractères particuliers individuels ou les caractères particuliers de leur organisation, si ce n'est pas contraire au but, ni aux méthodes citées ci-dessus. Les membres de l'Alliance **englobent toutes les organisations et personnes de la communauté internationale aimant la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, la justice et la paix pour le Viêt Nam et pour l'humanité.**

4 La finalité de l'Alliance c'est de soutenir le combat du Bien contre le Mal, de la justice contre l'injustice, de la démocratie qui défait la dictature.

5 La structure de l'Alliance comprend dans un premier temps : le comité organisationnel, le comité de conseils et les différents bureaux (organisations, droits de l'homme, religions, droit, politique, culture et éducation, information, relations internationales, économie, finance, etc.)

6 Dans une première phase, l'Alliance va se constituer. Ensuite, l'Alliance se donnera **un programme et des règles** qui seront définis progressivement et formalisés à chaque étape de la constitution. **Dans les 6 premiers mois,** l'Alliance concentrera toutes ses forces pour **s'associer avec toutes les organisations et individus,** à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, poursuivant le but et appliquant les méthodes de lutte définies ci-dessus. L'objectif initial consiste en effet à rassembler de plus en plus de membres venant des 84 millions de vietnamiens répartis dans le monde. En même temps, l'Alliance **partagera les respon-**



sabilités et renforcera la structure organisationnelle, établira des bureaux de plus en plus officiellement présents afin **d'arriver aux résultats et de surpasser les obstacles rencontrés par l'Alliance.**

7 L'Alliance accomplira son devoir envers l'Histoire lorsque le Congrès pluraliste aura été élu, la Constitution votée et le Gouvernement démocratique établi. Dès lors, **l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam proclamera sa dissolution pour laisser la place aux partis politiques.**

I. Comité de conseil (par ordre alphabétique du prénom)

- 1 - Ancien officier Pham Que Duong, Hà Nội
- 2 - Père Nguyen Huu Giai, Thua Thien, Hue
- 3 - Professeur Nguyen Thanh Giang, Hà Nội
- 4 - Ancien président du Syndicat Général Nguyen Ho, Sài Gòn
- 5 - Président de l'Église Protestante Le Quang Liem, Sài Gòn
- 6 - Père Phan Van Loi, Hue
- 7 - Père Nguyen Van Ly, Hue
- 8 - Prêtre protestant Ngo Hoai No, Sài Gòn

- 9 - Prêtre protestant Nguyen Hong Quang, Sài Gòn
- 10 - Ancien officier Vu Cao Quan, Hai Phong
- 11 - Docteur Nguyen Dan Que, Sài Gòn
- 12 - M. Le Van Soc, Église Protestante, Vinh Long
- 13 - Père Chan Tin, Sài Gòn
- 14 - Ecrivain Hoang Tien, Hà Nội

(Liste en cours d'élaboration)

II. Comité organisationnel

Adresse à contacter :
LMDCNQVN@gmail.com,
VPLMDCNQVN2006@gmail.com

- 1 - Ingénieur Do Nam Hai, Sài Gòn
 - 2 - Professeur Nguyen Chinh Ket, Sài Gòn
 - 3 - Ancien officier Tran Anh Kim, Thai Binh
 - 4 - Spécialiste Nguyen Phong, Hue
- (Liste en cours d'élaboration)

III. Les bureaux

Dans un premier temps, il y a 10 bureaux. Les noms de leurs membres ne seront pas publiés. Plus tard, les bureaux seront complétés selon les besoins.

IV. Participation des Représentants des organisations

sentants des organisations

Nous invitons les Représentants des organisations et les individus à signer la déclaration :

- 1 - Président, représentant de l'Église Protestante Le Quang Liem
- 2 - Le Groupe 8406 composé de milliers de militants pour la démocratie et pour la liberté à l'intérieur comme à l'extérieur du Viêt Nam, représenté provisoirement par :

- Ingénieur Do Nam Hai, Sài Gòn
 - Officier retraité Tran Anh Kim, Thai Binh
 - Révérend Nguyen Van Ly, Hue
- 3 - Parti pour le Progrès du Viêt Nam : M. Nguyen Phong, Hue
 - 4 - Parti pour la Liberté Démocratique du Viêt Nam : M. Tran Tinh Le
 - 5 - M. Nguyen Thanh Nam, PhD, États-Unis
 - 6 - M. Ly Trung Tin, Directeur du bulletin Dan Van, Allemagne
 - 7 - Docteur Nguyen Thuy Trang et BBT Vietland.net, San Jose, California, États-Unis
 - 8 - M. Le Dien Duc, DanChim-Viet.online, Pologne
 - 9 - M. Nguyen Van Hung
 - 10 - M. Phan Khai, États-Unis
 - 11 - Tran My Tien, Bangkok, Thaïlande
-

Premier syndicat libre au Viêt Nam

Hà Nội, le 20 octobre 2006

À l'attention de :

Monsieur le Président de la République Socialiste du Viêt Nam
Syndicat du Travail vietnamien
Médias vietnamiens et de l'étranger

Copie adressée à :

Fédération internationale des syndicats
Fédération européenne des syndicats
Syndicats des pays du monde entier

Mesdames et messieurs,

Depuis 20 ans que l'état vietnamien applique la politique d'ouverture économique, il y a de plus en plus d'investisseurs étrangers implantés au Viêt Nam afin de profiter d'une main d'œu-

vre bon marché. Le secteur économique privé à capital vietnamien est également en plein essor.

Aujourd'hui, le secteur économique privé, à capitaux domestique

et étranger, est devenu le principal moteur du développement économique vietnamien, occupant plus de la moitié du produit intérieur brut. Dans le secteur des exportations, cette pré-



pondérance est encore plus marquée.

Le développement du secteur privé est allé de pair avec un accroissement du nombre de salariés travaillant pour ce secteur. Depuis 20 ans, le nombre d'ouvriers a augmenté. Leurs compétences se sont améliorées, rattrapant peu à peu le niveau des pays voisins.

Mais curieusement, la vie des ouvriers vietnamiens est devenue plus difficile, tant matériellement que psychologiquement. Les ouvriers sont régulièrement harcelés par le patronat, menacés de licenciement, parfois frappés et abusés physiquement sans pouvoir espérer le moindre secours. Les marchandises produites et exportées par les ouvriers sont jugées de bonnes qualités, mais leurs salaires sont parmi les plus faibles de la région, à compétence égale. La plupart du temps, les ouvriers ne bénéficient pas de couverture sociale, si bien que parfois ils doivent travailler bien qu'étant malades, par peur d'être licenciés. L'état ne s'intéresse pas à la vie des travailleurs du secteur privé.

Le syndicat des travailleurs vietnamiens a montré son impuissance à défendre les droits des ouvriers du secteur privé. C'est la raison des nombreuses grèves qui ont récemment éclaté, avec des centaines de milliers de grévistes qui demandent l'amélioration de leurs conditions de vie. Cependant, les revendications légitimes des ouvriers n'ont toujours pas été entendues. Ils doivent toujours vivre et travailler sous le bon vouloir du patronat, sans aucune organisation syndicale pour les défendre.

Les articles 53 et 69 de la Constitution de la République Socialiste du Viêt Nam indiquent clairement :

- « Les ouvriers ont le droit de participer à la gestion de l'état et de la société, de participer aux débats sur les problèmes publics, de se plaindre aux administrations et à l'Etat, de voter en cas de ré-

férendum. »

- « Les ouvriers ont la liberté de parole, de presse, de communication, de réunion, de créer des associations, de manifester selon les lois en vigueur. »

- En se basant sur ces articles de la Constitution et sur la nécessité de défendre les droits des travailleurs,

Nous, les signataires, déclarons la création du Syndicat indépendant vietnamien

Avec les objectifs de :

- Défendre les droits légitimes des ouvriers vietnamiens

- Assister les ouvriers vivant des situations difficiles comme la maladie, les accidents du travail

- Renforcer la solidarité entre ouvrier

Nous appelons les organisations du parti, l'Etat vietnamien, les syndicats liés à l'Etat, à créer les conditions favorables et nécessaires pour que nous puissions remplir notre mission auprès des travailleurs.

Nous demandons à la fédération internationale des syndicats de nous reconnaître et de nous accepter comme membre. Nous promettons de remplir tous les engagements de l'association.

Nous demandons à la fédération européenne des syndicats de nous aider, soutenir et défendre durant cette période de création et de développement.

Nous appelons les syndicats des autres pays, les organisations ainsi que les vietnamiens de l'étranger à nous aider durant cette période de création et de développement.

Nous appelons les travailleurs vietnamiens, de tous secteurs, de toutes usines, à adhérer à notre

syndicat indépendant. Nous devons être unis pour nous entraider. C'est de cette façon que nous pourrions nous défendre et défendre le fruit de notre travail. Au nom des dirigeants du syndicat indépendant vietnamien :

Ses représentants temporaires :

1. Nguyễn Khắc Toàn
2. Lê Trí Tuệ
3. Cao Văn Nhâm

Ses membres temporaires :

1. Nguyễn Công Lý
2. Ngô Công Quỳnh
3. Nguyễn Thị Hương
4. Trần Hoàng Dương
5. Phạm Sỹ Thiện
6. Nguyễn Xuân Đạo
7. Trần Huyền Thanh
8. Lương Hoài Nam
9. Lê Chí Dũng
10. Trần Khải Thanh Thủy
11. Trần Quốc Thủy
12. Trần Thiên Ân

Email:

congdoandoclapvn@gmail.com

Appel à l'adhésion au syndicat indépendant vietnamien

À l'adresse de tous les travailleurs vietnamiens

Aujourd'hui, 20 octobre 2006 à Hà Nội, le syndicat indépendant vietnamien a été créé, avec l'unique objectif de défendre les intérêts matériels et psychologiques des travailleurs vietnamiens. Le syndicat indépendant vietnamien n'est pas une organisation politique et ne participera pas aux activités politiques.

Tout travailleur vietnamien peut adhérer au syndicat indépendant. Le syndicat recourra à tous les textes juridiques nationaux et internationaux pour défendre les intérêts de ses membres.

Avec l'objectif énoncé précédemment, nous appelons tous les travailleurs vietnamiens à adhérer au syndicat.

Au nom des représentants du syndicat indépendant vietnamien.

Nguyễn Khắc Toàn



Quand le sentiment d'injustice du peuple cessera-t-il ?

Trần Đức Tường

Depuis peu, l'expression « **personnes injustement traitées** » est apparue au Viêt Nam. Elle désigne les personnes qui ont déposé plainte contre les autorités pour demander la restitution de leurs biens immobiliers. Il n'y a pas que dans le jardin public Mai Xuan Thuong de Ha Nội que l'on peut rencontrer les « personnes injustement traitées ». Dans tout le pays, là où existe un « bureau d'accueil de la population », on peut trouver des dizaines, des centaines de ces plaignants. Ils campent littéralement devant ces représentations du pouvoir, jour après jour, pour demander aux autorités de faire la lumière sur leur cas. Ces « personnes injustement traitées » portent plaintes car elles pensent que la République Socialiste du Viêt Nam est un état de droit. Elles le pensent non sans raison car le Parlement vietnamien est une usine législative, et parce que les autorités communistes utilisent leur interprétation de la loi pour opprimer le peuple.

Cependant, c'est si triste pour le petit peuple, impuissant devant le pouvoir absolu : demander la justice là où la justice n'a jamais existé ! Selon les journaux du régime communiste, **le 2 août 2006**, lors de la 14^{ème} réunion du Groupe de Réflexion sur la Réforme de la Justice, « **le Président de la République Socialiste Nguyen Minh Triet demande à l'appareil judiciaire de fournir des efforts supplémentaires afin d'améliorer son fonctionnement, d'accélérer les réformes, d'éradiquer « le mal endémique » qui sévit au ministère de la Justice, à savoir « faiblesse et insuffisance.** » Cela démontre que, depuis toujours dans notre pays, il n'y a jamais eu d'état de droit afin de réguler les problèmes dans la société.

Dans le passé, surtout dans les décennies 50 et 60, on voit les images terribles des « tribunaux populaires » avec pour seul objectif de condamner à mort ceux que l'on veut désigner comme propriétaires fonciers. Lynchages publics déguisés en « tribunaux populaires ». Dans ces lieux, le juge est souvent un cadre du Parti Communiste, souvent illettré — que dire de ses compétences judiciaires — alors que les accusés n'ont pas le droit de se défendre — pas d'avocat — le procès n'est pas basé sur la question judiciaire mais plutôt sur l'idéologie... Un système judiciaire où, durant plusieurs décennies, il n'y a pas eu de faculté de Droit pour former les professionnels du monde juridique. Après avoir envahi le sud Viêt Nam, les communistes ont fermé la faculté de Droit de Sài Gòn. Les procès se sont alors déroulés comme dans les années 50, 60. Le régime communiste n'a rouvert la faculté de Droit qu'après le « doi moi » (le renouveau, autrement dit l'ouverture économique), en 1986. Depuis cette date, le système judiciaire vietnamien comporte toujours de nombreuses zones d'ombres. Pis encore, les lois votés par le Parlement sont appliquées différemment suivant les lieux, suivant l'époque. Si bien que de nom-

breuses décisions de justice sont contradictoires entre elles. Certains parlent de lois de la jungle, ils n'exagèrent pas.

À titre d'exemple, il suffit de lire les journaux officiels du régime pour constater cette situation anarchique. Le journal *Nguoi Lao Dong* (Le Travailleur) du 7 août 2006 écrit : « *20 ans à attendre l'application d'une décision de justice : le juge d'application des peines du 5^{ème} arrondissement de HCM-Ville garde depuis 1986 la somme de 550 000 dongs appartenant à M. Tran Dang Hung. L'intéressé a porté plainte auprès du tribunal de la ville pour réclamer la restitution rapide de son argent. Réponse : "vous devez vous adresser directement au juge, le tribunal est incompetent." Cela fait 20 ans que M. Hung attend son argent.* » Le journal *Lao Dong* (Le Travail) du 22 décembre 2004 imprimait : « *Mauvaise application des peines, le peuple doit subir. Les gens qui obéissent aux décisions de justice perdent leur maison, leurs titres de propriétés et ne peuvent plus que rédiger des lettres de plaintes à l'échelon supérieur. A l'inverse, si ce sont les services de l'État qui sont dans l'erreur alors ceux-ci rejettent la*



Les «personnes injustement traitées» font irruption lors d'une réunion des autorités de Bac Giang.
Les panneaux dénoncent le vol des autorités envers les paysans.



faute sur la population auprès de leurs supérieurs. Cette situation anormale est en train de se produire au tribunal de Bac Giang. » Ce tribunal est aussi le lieu où des bonzes ont été jugés - sur la foi de faux témoignages - pour le vol de statues antiques de Bouddha, et condamnés. Il y a encore tant d'autres cas similaires... En résumé, **tout l'appareil judiciaire vietnamien**, depuis les organismes appelés Instituts de Surveillance de la Population jusqu'aux tribunaux en passant par les fonctionnaires, **est jugé inefficace par les professionnels internationaux**. Il est la source des procès injustes, inéquitable, dont le seul but est d'opprimer la population.

Ce n'est pas un hasard si le

nouveau président de la République Nguyen Minh Triet a ordonné « une réforme du système judiciaire » après l'avoir qualifié de « faible et insuffisant ». Il semblerait qu'il ait déjà été bloqué dans sa voiture par les personnes injustement traitées. Sa vision du système judiciaire pourrait paraître juste. Elle est fautive. **Il est faux de dire que ce système est insuffisant** car il y a des tribunaux à tous les niveaux, depuis les cantons jusqu'aux grandes villes. Et les effectifs de l'appareil judiciaire ne sont pas en reste. Il y a bien plus de candidats que de postes vacants. **Il est faux de dire que ce système est faible** ; Il suffit de regarder la puissance de la Sûreté Publique pour se rendre

compte. Qui ose dire que la Sûreté Publique est faible ?

Le président parlait peut-être de l'**insuffisance de transparence et d'honnêteté dans les tribunaux**, dans les jugements, dans l'intégrité et la déontologie des professionnels de la justice. Si c'est de cela qu'il s'agit, alors le système judiciaire vietnamien est vraiment insuffisant. Cependant, il est impossible de trouver des personnes honnêtes et intègres dans tout le Parti Communiste Vietnamien. Et les tribunaux de la République Socialiste du Viêt Nam seront toujours le lieu de représentation de pièces de théâtre, jugeant les gens selon la loi de la jungle. Les personnes injustement traitées seront encore plus nombreuses ! ■

Lettre de soutien au Manifeste pour la Liberté et la Démocratie du 8 avril 2006 ainsi qu'à la lutte pour la démocratisation du Viêt Nam

A l'attention de :

- M. **Hoang Minh Chinh**, révolutionnaire et l'un des premiers militants pour la démocratie, 26 rue Ly Thuong Kiet, Hà Nội
- Père **Thadeus Nguyen Van Ly**, paroisse de Huê, 69 rue Phan Dinh Phung, Huê
- Père **Pierre Phan Van Loi**, paroisse de Huê, 69 rue Phan Dinh Phung, Huê
- M. le professeur **Tran Khue**, rue Nguyen Trai, Sài Gòn
- M. l'ingénieur **Do Nam Hai**, rue Nguyen Kiem, arrondissement Phu Nhuan, Sài Gòn
- M. le journaliste **Nguyen Khac Toan**, 11 rue Trang Tien, arrondissement Hoan Kiem, Hà Nội
- M. le professeur **Nguyen Chinh Ket**, Sài Gòn

Copie à : M. l'écrivain **Hoang Tien**, 420 - A10 rue Thanh Xuan Bac, Hà Nội.

Nous sommes 7 victimes de spoliations, résidents de la montagne de *La Dame Noire de Tay Ninh* :

1. **Vo Thi Lai** - résidant actuellement au quartier n°7 du hameau Ben Dinh - Village Thanh Duc - Commune Go Dau - Département Tay Ninh
2. **Huynh Van Dung** - résidant actuellement au quartier 71/4 du hameau Long My - Village Long Thanh Bac - Commune Huyen Hoa - Département Tay Ninh
3. **Huynh Thi Tu Tu** - résidant actuellement au quartier 71/4 du hameau Long My - Village Long Thanh Bac - Commune Huyen Hoa - Département Tay Ninh
4. **Nguyen Van Tung** - Hameau Ninh Tan - Village Ninh Thanh - Département Tay Ninh
5. **Vo Thi Kim Lang** - Hameau Hiep Tan - Village Hiep Hanh - Commune Hoa Thanh - Département Tay Ninh
6. **Dang Khanh Giau** - Hameau Ninh Tan - Village Ninh Son - Département Tay Ninh
7. **Tran Van Chien** - Hameau Chom Dua - Village Dong Khoi Chau Thanh - Département Tay Ninh

Les spoliations dont nous faisons état dans cette lettre, imposées par les autorités locales de Tay Ninh, concernent 26 475 m² de terres.



Mesdames et Messieurs,

Notre région avait subi de nombreux bombardements durant la guerre. La montagne de *La Dame de Tay Ninh* avait abrité un campement de la Révolution Communiste et nous avons dû ravitailler ses soldats, à la grotte Kim Quang, pour les aider à « *restituer l'indépendance et la liberté* ». Quand les armes se sont tues, nous avons pensé que nos difficultés s'atténueraient. Illusion perdue car, bien au contraire, elles se mirent à empirer, notamment lorsque le Comité Populaire (*équivalent de la municipalité - NDLR*) décida d'exploiter nos terres à des fins commerciales.

À partir de 1999, nous devons affronter de multiples difficultés à cause du projet d'exploitation touristique décidé par les autorités locales.

En 2003, la Sûreté Publique nous exproprie. Pas d'indemnité, pas de relogement. Les autorités débarquent en masse – plus de 200 personnes – entourées de policiers anti-émeutes et de chiens, policiers armés jusqu'aux dents et munis de fouets électriques. Des bulldozers rasant nos maisons, nos potagers, nos jardins.

200 personnes disposant de moyens considérables, une armée de pillards, contre une poignée de paysans aux mains nues !

Peu après, nous nous rendons à la mairie, puis au conseil général du département. Toutes nos plaintes sont rejetées, personne ne reconnaît sa responsabilité dans l'affaire. Nous demandons que soit rendu public le contenu du décret municipal 698 du 8 juin 1999, afin de révéler le visage véritable des autorités de Tay Ninh, celui de la duperie, aux dépens de la population, celui du mensonge, envers le parti. Refus des autorités. Elles préfèrent diffuser le décret 461A du 5 décembre 2000, promulgué dans l'urgence pour corriger les

aberrations et contradictions du décret 698. Exemple d'incohérence : le décret 698 ne stipule pas que nos terres seraient réquisitionnées, contrairement à ce qu'indiquent les plans en annexes !

L'expropriation nous empêche d'exploiter nos terres à des fins commerciales. Les autorités ont confisqué nos terres pour les revendre à des investisseurs, s'enrichissant au passage, sur notre dos, celui de paysans misérables. Elles nous jettent des indemnités dérisoires, insuffisantes pour vivre ou acheter d'autres terres.

Le projet initial d'exploitation touristique ne nous gênerait pas si nous pouvions utiliser nos terres à des fins commerciales ; mais nous refusons l'expropriation. Pourtant, on nous a tout confisqué : terres, maisons, autres biens modestes. Nous n'avons cessé de nous plaindre aux autorités, à tous les niveaux. C'est pour nous une **situation dramatique**.

Début 2005, nous portons nos plaintes à l'échelon national. En juillet, le haut fonctionnaire qui nous reçoit transmet notre dossier à l'inspection départementale, qui le jette aux oubliettes. Nous retournons auprès de l'inspection nationale, qui émet le 14 octobre la circulaire 953 à destination de l'administration de Tay Ninh, afin que celle-ci résolve le conflit. Le département rejette à nouveau le dossier.

Le 9 janvier 2006, le cabinet du gouvernement émet la circulaire 121, signée du vice-Premier Ministre **Nguyen Tan Dung**, demandant expressément au Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (MATE) d'étudier notre plainte, puis de travailler avec le département de Tay Ninh afin de faire toute la lumière sur la gestion des terres dans cette région, de trouver une solution définitive à cette plainte et d'en faire un rapport au Premier Ministre.



Cinq des sept plaignants de la lettre

Le 28 février, le MATE émet une circulaire, la 784, qui ne concerne que la plainte de madame **Vo Thi Lai**. Il ne suit pas les directives du vice Premier Ministre et ne traite qu'une plainte parmi 7. De plus, M. **Trieu Van Be**, Ministre du MATE se contente de valider la conclusion que ses fonctionnaires ont déjà préparée : « **Sans suite** ». Le 16 mai, le cabinet du gouvernement retire la circulaire 784, la remplace par la circulaire 2563 et demande à nouveau au MATE de collaborer avec le département de Tay Ninh dans la recherche d'une **solution commune aux 7 plaignants**. Nous nous présentons au MATE avec la circulaire 2563 pour demander que justice nous soit rendue. Peine perdue semble-t-il car nous ignorons la teneur du rapport remis par le MATE au Premier Ministre. Manifestement, l'administration joue la montre avec ces allers-retours entre les différentes autorités, espérant que les plaignants, à cours de ressources, abandonneront leur action.

Nous rencontrons M. **Nguyen Thai Binh**, président de la compagnie de tourisme privée, afin d'obtenir l'autorisation de vendre quelques marchandises durant les festivités du Nouvel An, le Têt. M. **Binh** nous déclare : « **Les stands pour vendre des marchandises dans les environs**



de la Montagne de la Dame Noire sont exclusivement réservés aux familles des cadres du Parti. » Alors que nous sommes les propriétaires de ces terres ! À l'évidence, depuis le niveau départemental jusqu'au national, les hommes au pouvoir exploitent les lois qu'ils ont créées, les circulaires, les décrets, pour voler nos terres. Véritable Mafia. Nous avons été baladés de Tay Ninh à Hà Nội, puis de Hà Nội à Tay Ninh, pour entendre dire que le vol de nos terres est parfaitement « légal ».



Ce qui reste des affaires des plaignants après la destruction de leurs maisons par la police.

En 2005, lorsque nous nous étions rendu à Hà Nội, nous avons été très surpris de rencontrer d'autres victimes de spoliations semblables aux nôtres, venant des 64 départements du pays et toutes rassemblées dans le jardin public Mai Xuan Thuong. Certaines plaintes dataient déjà de 20 ou 30 ans. Mauvais présage pour les plaintes moins anciennes, dont les nôtres. Depuis des années, tous les matins les plaignants se rendent devant les résidences des membres du Comité Central du Parti pour demander justice. Ce sont toujours les mêmes histoires, où le blanc devient noir du jour au lendemain, en plein arbitraire, dans le mensonge et l'injustice. Situation inédite dans toute l'histoire du Viêt Nam.

Aujourd'hui nous allons à Hà Nội pour demander au gouvernement d'honorer ses promesses écrites dans la circulaire 2563. En outre, nous voulons rencontrer

les autres plaignants. Dans le jardin public Mai Xuan Thuong de Hà Nội, nous apprenons l'existence du groupe 8406, **Mouvement pour la liberté et la démocratie, et pour l'égalité sociale.** Nous décidons alors d'apporter notre soutien au mouvement et de signer le *Manifeste 2006 pour la Liberté et la Démocratie au Viêt Nam*, pour que notre pays vive réellement dans la paix et la justice, sans répression politique, sans vol de terres « légal », sans plaintes à l'infini. Nous espérons que la communauté internationale, les organisations de défense

des droits de l'homme, l'opinion publique nationale et nos compatriotes expatriés s'intéresseront aux différentes plaintes et protégeront ainsi nos vies. Nous vous envoyons les photos des 7 plaignants ainsi que celles de nos maisons volées, afin d'informer au mieux l'opinion publique. Nous demandons aux rédacteurs du Manifeste d'inclure nos noms parmi les signataires de ce texte, ainsi que les noms de madame Le Thi Kim Thu, habitant au bloc 6, hameau Vinh Anh, Village Vinh Cuu, département Dong Nai car c'est grâce à elle que nous avons découvert l'existence du Manifeste. La prochaine fois que nous irons à Hà Nội, nous rendrons visite aux célèbres militants pour la démocratie qui y habitent, notamment messieurs Hoang Minh Chinh, Hoang Tien, Pham Que Duong, Le Hong Ha, Nguyen Khac Toan, afin de nous aider mutuellement dans cette lutte pour l'égalité et la justice.

Notre présence dans le jardin public Mai Xuan Thuong gêne

particulièrement le pouvoir puisque Hà Nội recevra en novembre prochain le sommet de l'APEC ; à tel point que les autorités veulent nous en déloger par la force. Nous profitons de cette lettre pour crier haut et fort devant le monde entier que récemment, dans le jardin public de Mai Xuan Thuong, la Sûreté Publique a mené une opération d'envergure, de nuit, pour réprimer violemment les plaignants qui étaient installés près de la statue de Ly Tu Trong. Ils s'étaient déguisés en voyous pour nous frapper, blessant de nombreuses femmes et personnes âgées sans défense. Ils nous volèrent ce qui nous servait d'abri. Aujourd'hui encore, **certaines personnes restent hospitalisées à la suite à cette agression, comme madame Nguyen Thi Chau, plaignante de Binh Phuoc.** Ces jours-ci, la Sûreté Publique de Hà Nội, notamment du commissariat de Thuy Khue, nous a menacés de recourir à la violence si nous ne quittons pas les lieux. C'est pour cette raison que nous appelons instamment l'opinion publique à être vigilante sur notre sort, à partager notre sentiment d'injustice, et à empêcher la répression policière à l'encontre de ceux qui ont tout perdu, par **spoliation d'État** et qui en sont réduits à tenter de camper devant le bureau du Comité Central du Parti Communiste Vietnamien pour réclamer justice mais aussi pour rappeler aux dirigeants du Viêt Nam leur propre devise :

« par le peuple, pour le peuple propriété du peuple »...

Nous vous remercions d'avoir bien voulu vous intéresser à notre cas en lisant cette lettre. Nous répondrons volontiers à toute demande d'interview par les journaux et radios du Viêt Nam et de l'étranger.

Hà Nội, le 23 septembre 2006

Les 7 signataires, plaignants cités en début de lettre



Le rapport *HANDS OFF CAIN*(*) 2005 sur la peine de mort

La situation aujourd'hui

L'Asie reste le continent qui compte la quasi totalité des exécutions de la peine de mort. **Chine, Iran et Viêt Nam étaient en 2004 les premiers pays bourreaux : 82 exécutions au Viêt Nam**, 197 en l'Iran, 5000 en Chine. Il s'agit d'estimations minimales car nombre de ces pays ne fournissent aucune statistique officielle sur le sujet ; par conséquent le nombre réel d'exécutions pourrait être beaucoup plus élevé. En Chine et au Viêt Nam, c'est un secret d'état. En janvier, le gouvernement vietnamien a précisé que la diffusion de renseignements sur la peine de mort constitue un crime. L'escalade dans le nombre d'exécutions, spécialement pour crimes de drogue, est arrivée à son comble en 2004.

Dans quelque cas, en particulier **dans les zones rurales du Viêt Nam**, les accusés ont été jugés par des tribunaux « ambulants », présidés par des magistrats locaux et en plein air. Pour l'accusé, **manque de garanties, difficulté ou impossibilité de choisir son avocat**, contacts insuffisants.

La peine de mort « top secret »

Jusqu'à récemment, le chef de la Cour Suprême du Peuple présentait le nombre de condamnations à morts, dans un rapport annuel de l'Assemblée nationale. Même la télévision nationale en parlait. Changement radical le 5 janvier 2004, lorsque le Premier Ministre vietnamien Phan van Khai déclara « secret d'état » le nombre des personnes condamnées à mort. Cette décision classe comme secret d'état les procès relatifs à la « sécurité nationale » et les dossiers sur plusieurs dissidents politiques et religieux récemment

jugés pour espionnage.

Peine de mort pour crimes non violents

Le code pénal vietnamien, modifié en 1999 avec la réduction des crimes capitaux de 44 à 29, considère que la peine capitale est « une sanction spéciale applicable à des crimes extrêmement graves » mais en 2004 elle fut appliquée pour des crimes non-violents comme les escroqueries et la contrefaçon de billets de banque. Le 5 novembre 2004, le Ministre de la Justice Uong Chu Luu déclara qu'il souhaitait retirer de la liste des actes passibles de la peine capitale les crimes économiques comme la corruption et



*Exécution d'un prisonnier au Viêt Nam
Photo : Amnesty International*

la concussion pour lesquels plusieurs personnes sont jugées chaque année. Il annonça qu'il présenterait les modifications au gouvernement afin de porter le Viêt Nam à « se conformer à la tendance vers la démocratie et l'humanité. »

La persécution religieuse au Viêt Nam

En 2004, le Viêt Nam a continué à conduire une **campagne très dure contre les églises chrétiennes** « illégales »

que la propagande du régime déclare « contaminées par les protestants américains et donc contraires aux intérêts du pays ». Particulièrement grave a été la **répression à l'égard des Montagnards**, ou Degar, minorité ethnique de religion chrétienne qui habite **les hauts plateaux centraux**.

Le 10 avril 2004, à Pâques, des milliers de montagnards chrétiens ont manifesté pacifiquement sur les hauts plateaux centraux pour protester contre la persécution religieuse, la confiscation de terres ancestrales et le refus d'autonomie politique. Les forces paramilitaires vietnamiennes attaquèrent les manifestants. Dans une déclaration du 22 avril 2004, *Human Rights Watch* parlait de « dizaines de manifestants blessés dont certains frappés à mort ».

L'organisation *Human Rights Watch* et la *Montagnard Foundation*, une association pour la défense des droits du peuple Degar basée en Caroline du Sud, a indiqué qu'on avait effectué **en 2004 des exécutions sommaires de membres de la communauté Degar**.

La persécution religieuse au Laos

Les Chrétiens laotiens subissent eux aussi une persécution très dure depuis 1998, dans tout le pays : emprisonnements, pressions et persécutions. Quelques autres ont été mis à l'épreuve et obligés de participer à des rituels animistes, fumer, boire de l'alcool et du sang.

Le 19 février 2004 des Chrétiens furent menacés de mort s'ils persistaient dans leur foi ou s'ils restaient dans leur village. Un fonctionnaire du gouvernement laotien s'adressa aux Chrétiens réunis dans un village avec ces mots : « **Si vous ne**

voulez pas abandonner le Christianisme, abandonnez le village ; si vous ne voulez pas abandonner votre foi ou votre village vous serez punis de mort ». Ce terrible ultimatum fut posé aux habitants de Donthapad, dans le district de Sanamchai de la province méridionale de Attapeu, en présence d'un haut fonction-

naire dénommé Boumlarb, vice-chef du District de Sanamchai.

En août 2003, le corps d'un ancien policier de religion chrétienne de la province de Attapeu, arrêté par la police sans motif officiel, fut retrouvé trois jours après, enterré superficiellement. Sa fa-

mille et ses amis laissent entendre qu'il fut tué par la police.

(* *Fondée en 1993 à Bruxelles, Hands off Cain est une ligue internationale sans but lucratif de citoyens et de parlementaires qui luttent pour l'abolition de la peine de mort.* ■

Trois priorités pour soutenir l'élan du mouvement démocratique

Nguyễn Ngọc Đức



Manifestation des personnes injustement traitées le 2 septembre à Hà Nội.

D'ici la fin 2006, Hà Nội doit atteindre 3 objectifs. D'abord, que les États-Unis accordent au Viêt Nam le Statut Commercial Normal et Permanent (PNTR en anglais) dans les échanges commerciaux. Ce statut permettrait à Hà Nội une ouverture vers le deuxième objectif : devenir membre de l'Organisation Mondiale du Commerce. Enfin, dernier objectif, la réussite du Sommet de l'APEC à la fin Novembre 2006, organisé au Viêt Nam. Par conséquent, d'ici la fin 2006, Hà Nội ne peut se permettre le moindre incident qui pourrait nuire à l'atteinte de ces objectifs. C'est pourquoi les militants de la démocratie n'ont cessé de lancer des actions audacieuses, car une fois qu'Hà

Nôi aura atteint ses objectifs, le blocage politique actuel pourrait devenir insurmontable.

Parmi les avancées audacieuses à l'initiative des démocrates, il faut citer la création de journaux et publications, tels que le bimensuel *Liberté d'expression* (Tu Do Ngon Luan) du centre du Viêt Nam et le bulletin *Liberté démocratique*, créé à Hà Nội. Le Groupe 8406 a lancé coup sur coup plusieurs documents importants comme *les Étapes de la démocratisation du Viêt Nam en 4 phases et 8 pas* et *l'appel pour la constitution d'une « Alliance du Peuple »*. Au même moment vient d'apparaître officiellement un nouveau parti politique, le *Parti pour le Progrès du Viêt Nam* (Dang Thang Tien Viêt Nam), dont le siège se situe à Hue. Autre apparition marquante, celle du *Groupe de la Jeunesse Démocratique du Viêt Nam* (Nhom Thanh Nien Dan Chu Son Ha).

Ces initiatives sont représentatives de beaucoup d'autres. La lutte pour la démocratie au Viêt Nam est en train de prendre un tournant important. Hà Nội y manifeste son incapacité à maîtriser la situation par des mesures cohérentes. Néanmoins, gardons-nous d'en déduire que Hà Nội restera passive.

Récemment, les autorités de Hà Nội ont libéré M. Pham Hong Son, M. Ha Van Bay et, d'après une certaine source, M. Nguyen Vu Binh serait libéré prochainement. En prenant ces décisions, Hà Nội a voulu blanchir son dossier des droits de l'homme, évoqué par les

États-Unis et les pays européens, pour que le Congrès Américain accorde le statut PNTR. Parallèlement, la montée démocratique s'est fortement développée, avec la participation active des vietnamiens du pays, spécialement les jeunes. Le régime autoritaire se retrouve face à une alternative inconfortable : l'option répression pourrait faire réagir l'opinion publique internationale ; l'option libérale pourrait laisser s'emballer l'ardeur démocratique. C'est pourquoi la répression de Hà Nội est très mesurée, juste suffisante pour sonder la réaction de l'opinion internationale et, en même temps, empêcher l'accélération du mouvement démocratique. Les autorités communistes arrêtent quelques personnes puis les relâchent après quelques jours. Puis, elles augmentent le nombre d'arrestations, surtout parmi les jeunes militants inconnus de l'opinion internationale. C'est une mesure radicale, « coupant l'herbe à la racine », pour éliminer le développement du mouvement démocratique. Si l'opinion internationale ne se préoccupe pas des persécutions ni des objectifs diplomatiques et économiques, Hà Nội sera plus dure et une répression impitoyable sera inévitable, après le Sommet de l'APEC.

Aujourd'hui, face à ces perspectives, les vietnamiens d'outre-mer ne doivent pas attendre les ripostes de Hà Nội pour réagir, car il serait trop tard. Le mouvement démocratique aurait subi bien des dommages. Actuelle-





Manifestation des personnes injustement traitées à Sai Gon le 9 octobre 2006.

ment, les défenseurs de la démocratie résidant au Viêt Nam endurent des brimades voire des persécutions grandissantes et des actes terroristes décidés par le régime dictatorial. C'est la cas, notamment, de plusieurs membres du groupe 8406 et de militants de la démocratie, victimes aujourd'hui de mesures lâches et sauvages destinées à les décourager. C'est donc aujourd'hui que les vietnamiens d'outre-mer doivent prouver leur solidarité avec ceux qui luttent pour la démocratie au Viêt Nam.

• **La première action urgente consiste à lancer une grande mobilisation d'ici fin 2006**, pour dénoncer les manigances du régime communiste vietnamien et **pour mobiliser au maximum l'opinion publique ainsi que le monde politique international**. Ce soutien protégera les militants de la démocratie et modérera la répression.

• **La seconde action consiste à unir nos forces et intensifier au maximum notre soutien moral et matériel en faveur de ces militants, en faveur du mouvement démocratique** afin qu'il poursuive son développement. Ce développement se concrétise par des rassemblements politiques de plus en plus fréquents au Viêt Nam, ainsi que par la diffusion large de journaux

d'opposition, dans tout le pays. Lorsque Hà Nội voudra étouffer ce mouvement, celui-ci saura résister, grâce au soutien fort des vietnamiens et de l'opinion internationale. Dès lors, le PCV n'osera plus la répression. Cette stratégie d'avancée démocratique est donc la meilleure pour forcer Hà Nội à reculer.

• Rappelons enfin **l'action de fond**, la finalité de notre engagement politique : **aider les vietnamiens dans leur ambition d'une vie meilleure, d'une société juste**. Car c'est bien pour ces deux raisons que les paysans et les ouvriers intensifient leurs luttes contre le régime actuel : pour demander le respect de leurs droits sociaux et pour la justice. Si toutes les luttes se rejoignent, lutte pour la démocratie, défense des droits de l'homme et lutte sociale, c'est le peuple tout entier qui exigera un changement immédiat et réel. La clé ouvrant les portes de la démocratie et du progrès au Viêt Nam est bien là : dans les mains du peuple. ■

Marche pour la Démocratie devant la Maison Blanche

Nous sommes le 20 Octobre 2006, les bus arrivent les uns après les autres sur la rue « H », provoquant une activité différente des vendredis habituels. L'endroit est devenu familier des vietnamiens résidant aux États-Unis. Les touristes de passage paraissent amusés de la situation. Certains disent « Et si nous nous joignons aux manifestants ? ». Les groupes scolaires venus visiter le lieu sont aussi amusés de voir les manifestants vietnamiens.

Ils sont venus de différents horizons et s'engouffrent rapidement dans leurs voitures après avoir traversé la place Lafayette à pied. Ensuite, ils remontent l'avenue Pennsylvania pour prendre quelques photos devant les grilles de la Maison Blanche, sous un ciel gris d'automne. Il y a des japo-



nais, des coréens, des européens, des écoliers américains, et puis un groupe de vietnamiens. Ces derniers portent des vêtements jaunes ou bleus ciel où sont écrits « Démocratie pour le Viêt Nam » et arborent des dizaines de drapeaux américains, canadiens,

vietnamiens. Il y a aussi les drapeaux des différents états où résident les manifestants : l'Illinois, la Californie, le Texas, la Floride, etc. Après des heures de routes, les voitures arrivent d'Atlanta, Boston, Philadelphie, Houston, Chicago pour converger sur cette



place.

Les vietnamiens sont venus pour manifester et être reçus par l'administration américaine. Les manifestants scandent les slogans de soutien à la toute récente Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam, créée voici moins d'une semaine. Les cris des manifestants résonnent sur toute la place, jusqu'au bâtiment où sont reçus les personnes venues demander audience auprès de l'administration fédérale.

Ici, au 4ème étage, une délégation de 21 manifestants a été reçue par 7 membres du cabinet du président. L'objectif de cette rencontre est de mieux comprendre la situation au Viêt Nam, dans ses aspects politique, économique, social et religieux,

afin de préparer le voyage que fera le président au Viêt Nam le mois prochain, à l'occasion du prochain sommet de l'APEC.

Les conseillers du président, Douglas Sonnek (spécialiste du Viêt Nam au Département d'État), Brin McCormack (conseiller pour les relations extérieures), Jimmy Lee (président du groupe de réflexion des américains d'origine asie-pacifique, rattaché à la Maison Blanche), Michelle Lee (animatrice de la réunion) et Mina Nguyen (conseiller du président sur le monde du travail) ont pris note des points à aborder avec les autorités de Hà Nội lors de ce voyage.

La délégation vietnamienne est composée de Hoang Tu Duy (VPAC - Vietnamese Public Affair

Committee), Dr Dang Vu Chan (Viêt Tân), Pr Nguyen Ngoc Bich (Président de la Communauté Vietnamienne aux USA), Pr Nguyen Quoc Khai (VNReview), Nguyen Van Loc (Radio TNT), Nguyen Binh, etc.

Des deux côtés, les points de vue sur la situation du Viêt Nam sont assez proches. Ce pays connaît des améliorations qui doivent encore être confirmées. Surtout, les progrès économiques doivent aller de pair avec l'instauration d'un système politique pluraliste. Le Viêt Nam doit encore prouver sa réelle bonne volonté en matière de liberté d'expression, de presse, de réunion et accepter l'existence de partis d'opposition. Il doit réformer son appareil administratif et judiciaire pour les rendre plus transparents et lutter contre la corruption. ■

Le gouvernement vietnamien empêche une militante syndicale de participer à une Conférence Internationale sur les Droits des Travailleurs

À quelques jours du sommet de l'APEC, les autorités vietnamiennes s'efforcent de se donner une image civilisée au reste du monde mais continuent à museler les voix dissidentes. La nuit dernière à l'aéroport international de Noi Bai, Hà Nội, la Sûreté Publique a empêché Melle LÊ Thi Cong Nhan de prendre l'avion pour l'Europe où elle doit participer à une Conférence Internationale sur les Droits des Travailleurs à Varsovie. Mademoiselle Cong Nhan est la porte-parole du Parti pour le Progrès, récemment créé. Elle a été invitée par les organisateurs de la conférence à présenter « Les aspects légaux des grèves du travail et la nécessité du syndicalisme indépendant au Viêt Nam. »

De la même manière, le matin du 25 octobre, M. NGUYEN Van Dai a été empêché de prendre son avion pour participer à une Conférence de l'Église Protestante Mennonite en Inde. Nguyen Van Dai est un des leaders du Groupe



Mademoiselle LE Thi Cong Nhan

8406, qui a publié le Manifeste 2006 pour la Liberté et la Démocratie au Viêt Nam en avril de cette année. LÊ Thi Cong Nhan et NGUYEN Van Dai sont toujours détenus par la police sans motifs valables.

Les agissements du gouvernement vietnamien coïncident avec la création du Syndicat Indépendant Vietnamien, le 20 octobre dernier, « parce qu'il y a une nécessité urgente d'assurer la protection des travailleurs vietnamiens. » Depuis décembre 2005, il y a eu de nombreuses grèves à travers le Viêt Nam pour deman-

der de meilleurs salaires et des conditions de travail humaines. Les travailleurs sont fréquemment obligés de faire des heures supplémentaires sans compensation. Ils sont victimes d'insultes, maltraitements physiques, y compris des abus sexuels, par les directeurs de leurs usines. Les dirigeants de la Confédération Générale du Travail, une organisation satellite du Parti Communiste Vietnamien, non seulement ne défendent pas les intérêts des travailleurs mais complotent aussi avec le patronat pour leur enrichissement personnel.

Les restrictions à la liberté de voyager imposées sans motifs valables à ces deux citoyens sont des violations de l'article 68 de la Constitution de la République Socialiste du Viêt Nam, qui établit « que tous les citoyens ont le droit d'entrer et de sortir du pays. » C'est une preuve de plus que le régime communiste ne respecte même pas ses propres lois, et encore moins les standards internationaux. ■



Le Viêt Nam va abolir une mesure drastique avant la visite officielle du président Bush

De P. Parameswaran

WASHINGTON, 30 Octobre 2006 (AFP) – Un officiel de l'administration américaine a déclaré à l'AFP, ce lundi, que le Viêt Nam a décidé d'abolir la mesure draconienne permettant de détenir quiconque sans procès, à quelques jours de la visite officielle du Président des États-Unis George W. Bush dans l'état communiste, en novembre.

« Nous avons reçu l'assurance que le gouvernement vietnamien a pris une décision politique en abrogeant ou bien en abolissant ce décret », a déclaré Michael Orona, directeur adjoint du Bureau de la Démocratie, des droits de l'homme et du Travail au sein du Département d'État. Il faisait référence au fameux « décret 31/CP sur la détention administrative », qui sert à Hà Nội pour emprisonner de nombreux dissidents et des militants pour la démocratie et les droits civiques.

Depuis février 2006, Washington a fait du retrait de ce décret vieux de dix ans une haute priorité dans son dialogue sur les droits de l'homme avec le Viêt Nam.

Michael Orona, a précisé que la décision de Hà Nội avait été présentée par le ministre vietnamien de la Justice à l'assistant du Secrétaire d'État Barry Lowenkron lors de la visite de ce dernier à Hà Nội, voici quelques jours, pour discuter des droits de l'homme.

Cependant, le Viêt Nam n'a pas encore fait d'annonce officielle pour le retrait de cette mesure qui permet aux autorités et à la police de détenir toute personne jusqu'à deux ans sans procès au nom de la sécurité nationale.

Questionné sur les implications d'une telle décision, Orona déclare, « Cela veut dire que le gouvernement ne peut plus utili-

ser ce décret pour mettre en détention un individu aussi longtemps et que désormais il devra tenir des procès dans les règles. » Avec le retrait de ce décret, « quiconque est détenu sera en droit de connaître les raisons de sa détention et aura l'opportunité d'aller devant un tribunal et de rencontrer un avocat – droit qui n'était pas garanti jusque là, » précise Orona, qui a accompagné Lowenkron à Hà Nội durant ce voyage.

Il est attendu que Hà Nội fasse des concessions sur le front du respect des droits de l'homme car le Viêt Nam espère que le Congrès (américain) approuvera la normalisation des relations commerciales bilatérales, permettant un accès complet aux marchés, sans l'inconvénient d'un réexamen annuel.

L'approbation du statut Commercial Permanent et Normal (PNTR - Permanent Normal Trade Relations) est attendue avant la visite à Hà Nội de Bush, qui participera au sommet de la Coopération Économique en Asie-Pacifique (APEC Asia-Pacific Economic Cooperation) les 18 et 19 novembre, au cours duquel il doit s'entretenir avec le Président Vietnamien Nguyen Minh Triet et le Premier Ministre Nguyen Tan Dung.

En outre, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) doit également approuver le mois prochain l'adhésion du Viêt Nam, qui deviendra son 150ème membre. Hà Nội avait adapté de pans entier de sa législation pour se mettre en conformité avec les règles de l'OMC.

C'est la pression concertée du mouvement vietnamien pour la démocratie, des organisations internationales de défense des droits de l'homme, des gouvernements occidentaux qui a poussé le régime vietnamien à supprimer ce décret sévère, déclare Diem DO, le président de Viêt Tân aux

États-Unis, un parti pro-démocratique avec des membres à l'intérieur du Viêt Nam.

« Nous devons continuer à attirer l'attention sur le détournement du système judiciaire par Hà Nội pour mener sa répression politique », déclare-t-il.

Viêt Tân fait partie des premiers groupes qui ont alerté le Congrès des États-Unis sur ce décret lorsqu'il a été promulgué en 1997 et il n'a de cesse de militer depuis des années pour qu'il soit abandonné.

Depuis la reprise du dialogue sur les droits de l'homme avec Hà Nội il y a huit mois, trois « prisonniers de conscience » ont été libérés par les autorités vietnamiennes, déclare Orona.

Parmi ces prisonniers figure le cyber-dissident Nguyen Khac Toan, un journaliste indépendant qui a été condamné pour espionnage alors qu'il avait diffusé par email aux organisations vietnamiennes de l'étranger les détails des manifestations des paysans. Il y a aussi le militant pour la démocratie Pham Hong Son, médecin de formation, condamné pour espionnage.

« Il reste deux prisonniers de conscience – Nguyen Vu Binh et Phan Van Ban – et nous maintenons la pression pour leur libération, » dit Orona.

Lowenkron a également mis la pression sur Hà Nội pour que cesse la surveillance d'Internet et pour le respect de la liberté de la presse, dit-il.

« Nous avons effectué des mesures et nous avons constaté qu'ils répondaient à nos exigences. Aussi longtemps que nous percevrons des progrès, nous continuerons le dialogue sur les droits de l'homme », dit Orona. ■



Discours de M. DO Hoang Diem nouveau président du Viêt Tân

Fin septembre 2006, Viêt Tân a tenu son 6ème Congrès au cours duquel fut passée en revue l'évolution du Parti depuis l'année 2001, date du précédent Congrès, puis furent définies les grandes orientations pour les 5 années à venir. Durant ce Congrès, un nouveau président de Viêt Tân a été élu pour le mandat 2006-2011 : M. DO Hoang Diem. Voici son discours, prononcé à l'occasion de la conférence de presse qui suivit le Congrès.

Mesdames et messieurs
les représentants reli-
gieux,

Mesdames et messieurs les re-
présentants de la communauté
et des organisations,
Mesdames et messieurs les re-
présentants des médias,
Mesdames et messieurs,

Dans ce combat pour l'abolition de la dictature communiste et pour l'établissement de la démocratie, nous avons souvent parlé de la force du peuple. Cependant, une question se pose : d'où vient-elle ? Pour y répondre, nous devons identifier ce qui fait pencher la balance entre la force du peuple et celle du régime dictatorial communiste. Sous n'importe quel régime, le pouvoir des dirigeants vient de son acceptation par le peuple. Dans un régime démocratique, l'acceptation est obtenue par le vote à travers une élection libre et transparente. Dans un régime dictatorial, l'acceptation est obtenue par la persécution et la terreur. Que se soit par le vote ou par la persécution, seul le peuple vietnamien pourra décider de son sort, à savoir suivre ou non le régime communiste.

- Si le peuple ne coopère pas avec le système dirigeant, désobéit aux ordres, fait de la résistance civique, alors ce système sera neutralisé.
- Si le peuple refuse de participer au système économique d'un régime, se met en grève, organise des



M. DO Hoang Diem, président de Viêt Tân, lors du 6^{ème} Congrès du parti.

évasions fiscales, alors ce régime ne pourra pas perdurer.

- Si le peuple a moins peur et s'engage davantage pour prendre en main ses droits et devoirs de citoyens, alors les mesures de terreur et de violence seront inefficaces puisque la répression ne sera plus un moyen d'intimidation.

Ce principe déjà éprouvé nous permet de peser la force du peuple.

Le régime dictatorial communiste vietnamien continue d'exister, car le peuple n'a pas usé de toute sa force. Si les 80 millions de vietnamiens sont conscients de leur force illimitée, alors, armés de leur courage ils seront capables d'abattre le régime dictatorial.

C'est pourquoi l'objectif principal du combat mené par le parti Viêt Tân est de mobiliser par tous les moyens la force du peuple, pour attaquer le pouvoir en place et affaiblir le parti communiste vietnamien.

Comment mobiliser cette force ?

Nous devons sélectionner les actions concrètes et adaptées à chaque situation tout en satisfaisant les conditions suivantes :

1. Surtout, ne jamais utiliser la violence, n'importe quelle forme de violence, car c'est l'arme la plus forte du régime communiste vietnamien.
2. Répondre aux besoins relatifs aux droits des citoyens qui touchent le peu-



ple de près.

3. Les méthodes doivent être concrètes et accessibles à tous, de façon que tous puissent participer au même combat.

4. Gagner la confiance de l'aide internationale et des personnes indécises qui servent encore le régime communiste.

Nous devons commencer par apporter des réponses aux besoins précis du peuple, surtout les besoins réalistes de la vie courante et apporter des solutions aux injustices qui touchent le peuple.

Les manifestations des victimes dont les plaintes n'ont pas été entendues, les grèves collectives, la demande de liberté religieuse, toutes ces revendications mobilisent efficacement le peuple. Avec lui, nous allons pousser l'élan du mouvement démocratique dans tout le pays, provoquant une pression générale qui paralysera le système dirigeant et conduira à l'effondrement du régime dictatorial.

Pour vraiment affaiblir le parti communiste vietnamien, ce mouvement démocratique doit prioritairement s'attaquer aux piliers du régime, à savoir : la législation, les médias, la police. Parallèlement, les forces démocratiques doivent s'organiser en alliance afin de guider le mouvement démocratique du peuple dans son opposition au parti communiste vietnamien. En résumé, nous allons d'une part accroître la force du peuple, d'autre part affaiblir le pouvoir du parti communiste.

Mesdames et messieurs,

La force du peuple vietnamien ne réside pas seulement dans ses 80 millions d'habitants ; elle dépend aussi de chacun d'entre nous, ici présent, et des 3 millions de vietnamiens d'outre-mer. Nous ne

sommes pas seulement la base arrière du pays. Nous formons aussi un front indispensable.

- Les vietnamiens d'outre-mer constituent le soutien international qui exerce une pression sur le régime.

- Les vietnamiens d'outre-mer fourniront les moyens techniques pour aider les mouvements démocratiques au Viêt Nam.

- Les vietnamiens d'outre-mer participent fermement au soutien de l'action démocratique qui combat la dictature et constitue le refuge moral du peuple vietnamien.

Dans ce combat, chaque citoyen vietnamien, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, peut participer aux efforts menant à la liberté et à la démocratie pour le Viêt Nam. Et faisant partie du peuple, le parti Viêt Tân espère devenir une vague dans l'océan qui libèrera le peuple du mal et des souffrances tant endurées. Viêt Tân n'est qu'un moyen, un outil de lutte contre la dictature qui travaille à l'établissement de la démocratie dans le pays. Le parti Viêt Tân n'est pas renfer-

mé sur lui-même ; il s'intègre dans la vague démocratique de tous les vietnamiens et de vous tous, ici présents.

Ensemble, nous partageons le même vœu : que cessent définitivement la vente de 30000 enfants vietnamiens dans un pays étranger comme le Cambodge, la vente aux enchères de femmes vietnamiennes sur le site Internet E-Bay, telles de vulgaires marchandises ; les mariages forcés de femmes qui sont ensuite réduites en esclaves du sexe.

Nous partageons ensemble un même rêve, car les membres de Viêt Tân sont comme vous tous, profondément attachés au Viêt Nam, qui compatisent aux souffrances de son peuple. Quelles souffrances ? Celles d'un père qui, malgré ses longues journées de travail dans une usine de Dong Nai, ne peut payer les frais de scolarité de ses enfants ; celles d'une fille obligée de se présenter nue devant des hommes étrangers, comme un animal de foire.

Mesdames et Messieurs,

Qui sommes-nous, membres de Viêt Tân ? Nous sommes étudiants à Hà Nội, médecins à



Conférence de presse de Viêt Tân en Californie, le 8 octobre 2006



Conférence de presse de Viêt Tân en Californie, le 8 octobre 2006

Sydney, mécaniciens à Houston, les conseils avisés pour nous femmes au foyer à Paris. Nous améliorer. Nous nous présentons sommes vos enfants, vos collègues à vous avec tout notre cœur, vos camarades à l'école, lui des vietnamiens avides de ou encore vos amis de longues lendemain meilleurs pour notre dates. Nous faisons partie intégrante de vous, de la communauté vietnamienne d'outre-mer. pays. Aujourd'hui, nous sommes extrêmé- ment émus de votre présence ici car elle témoigne de votre esprit de bienveillance et de coopération à notre égard.

Mesdames et Messieurs,

Durant ces 25 dernières années, sur le chemin de la lutte pour notre pays, nous n'avons pu échapper aux insuffisances et maladroites. Nous vous avons parfois déçus ; nous sollicitons votre compréhension et votre pardon. Nous nous sommes efforcés de tirer les conséquences de nos maladroites afin de nous améliorer, de mieux remplir notre devoir envers la patrie. Nous espérons pouvoir continuer à recevoir les critiques constructives,

J'ai commencé la lutte alors que j'étais étudiant. En 25 ans de lutte, j'ai cru parfois que la libération de notre peuple était toute proche. D'autres fois, je n'ai vu que difficultés et obstacles sur la route de la démocratisation. Mais aujourd'hui, plus que jamais, je crois fermement à une perspective favorable dans la libération de notre peuple et la rénovation de notre pays.

La lutte pour la démocratie a réussi des bonds extraordinaires durant ces 2 dernières années, bien davantage que durant les 15 années antérieures. Voici 15 ans, une occasion en or s'est présentée à notre peuple pour mettre fin à la dictature, lorsque l'Union Soviétique s'est effondrée. Pourtant cette opportunité nous a échappée, non pas parce que le peuple vietnamien serait faible et lâche, mais parce que l'obstacle restait insurmontable, à cette époque.

Aujourd'hui, l'opportunité se présente à nouveau. Jamais les dissensions internes au sein du Parti Communiste Vietnamien n'ont été aussi fortes qu'aujourd'hui. Jamais l'appareil dictatorial n'a été aussi grippé qu'aujourd'hui. Jamais notre peuple n'a autant pris conscience de son potentiel qu'aujourd'hui. Notre pays et notre peuple sont en train de changer. Ensemble, mettons fin à cette situation dramatique qui n'a que trop duré dans notre pays en ruine. Ensemble, créons les vagues qui mèneront le navire du peuple vers les rivages de la liberté et du bonheur.

Je vous remercie de tout cœur.

DO Hoang Diem
Président du Parti pour
la Réforme du Viêt Nam

Californie, 8 octobre 2006

contact@viettan.org — www.viettan.org

BUREAU PRINCIPAL

2530 BERRYESSA RD. #234
San Jose, CA 95132 — USA
Tél. : (1) 408-347-8830
Fax : (1) 408-347-8730

ASIE

P.O. Box 223
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

EUROPE

BP130
92185 Antony Cedex- FRANCE
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

AUSTRALIE

P.O. Box 791
Bankstown, NSW 2200
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

